

Bienvenue dans le (vrai) nouveau monde : voilà les cartes des blocs qui s'imposent -et s'opposent- pour le 21e siècle



Russie, Chine, Etats-Unis, Europe... Depuis la guerre froide, les lignes ont bougé dans le monde entier.

Avec Philippe Fabry

Avec Florent
Parmentier

Avec François Géré

Dans un contexte où Washington, Paris et Berlin font actuellement pression sur la Russie de Vladimir Poutine pour obtenir un cessez-le-feu en Syrie, actant de fait l'influence de Moscou sur Damas, quel bilan dresser de l'évolution des différents "blocs d'influence" mondiaux depuis la guerre froide ? Après le dualisme des blocs occidental et soviétique de la guerre froide, la Chine apparaît-elle aujourd'hui comme un troisième pôle d'influence de niveau mondial ?

Philippe Fabry : Je ne dirais pas exactement cela, parce que même si la Chine est sur le point de pouvoir faire jeu égal avec les Etats-Unis pour ce qui est de la puissance nationale sur les plans militaire et économique, il reste que si une guerre entre ces deux pays éclatait demain, la Chine serait pratiquement seule mais devrait faire face à une coalition rassemblant autour des Américains tout ou partie de ses voisins inquiets : le Japon, la Corée du Sud, Taïwan, le Vietnam, l'Australie, les Philippines, et possiblement l'Inde. Même les Européens soutiendraient probablement l'effort américain dans le cadre de l'OTAN, si la Chine attaquait les Etats-Unis, par exemple en frappant Guam, pour tenter de les expulser d'Asie.

La Chine n'est donc pas, seule, un troisième pôle d'influence, dans l'état actuel des choses, tout comme la Russie, seule, n'est pas vraiment un second pôle d'influence : malgré la volonté de Poutine de donner l'impression d'être une vraie puissance mondiale avec son intervention en Syrie, la Russie demeure pratiquement absente d'Afrique, et négligeable en Asie. Les Etats-Unis demeurent le seul pays du monde à pouvoir être un pôle à lui tout seul. La Chine et la Russie ont chacune l'ambition de se hisser à un tel niveau, mais n'y sont pas encore.

~~En revanche, et avec cet objectif en vue, ils ont incontestablement formé un axe commun - par des accords bilatéraux d'une part, et~~

des organisations communes d'autre part : Organisation de la Coopération de Shangaï, Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures - afin de contester l'hégémonie américaine dénoncée sous ce vocable « d'unipolarité ». La réalité est que Russes et Chinois espèrent à terme pouvoir bousculer ensemble l'ordre mondial américain et lui substituer une multipolarité leur laissant à tous deux le champ libre pour dominer leur propre zone d'influence : l'Europe et la Méditerranée pour la Russie, l'Est du Pacifique et l'Océan indien pour la Chine. L'ambition à long terme de la Chine va sans doute plus loin puisque le « One Belt, One Road » de Xi Jinping est un moyen de dominer à terme toute l'Eurasie ; inversement, le souci géopolitique à long terme de la Russie est de se créer à l'Ouest un socle de puissance qui lui permette demain de tenir tête à la Chine.

Florent Parmentier : De prime abord, il faut concéder que l'intervention russe en Syrie a marqué le retour de Moscou au Moyen-Orient ces trois dernières années. Après les conflits en Géorgie (2008) et en Ukraine (2014), la Russie tentait pour la première fois de sortir de l'espace post-soviétique, malgré la trace indélébile qu'avait laissé l'Afghanistan en 1979.

Ainsi, absente lors de la guerre du Golfe de 1991, coopérative sur l'Afghanistan en 2001, dans l'opposition lors du conflit en Irak de 2003, surprise par les « printemps arabes » et spectatrice lors du renversement de Kadhafi en 2011, la Russie n'avait pas fait preuve d'initiative depuis près d'un quart de siècle dans la région. Il est donc tentant de voir dans la montée des tensions actuelles une résurgence de la Guerre froide, qui pourrait aller au-delà du simple bombage de torse bilatéral.

Pour autant, si ces tensions sont au plus haut depuis 1991, l'opposition entre blocs ne se situe pas au même niveau qu'en 1991 ; la Russie n'est pas l'URSS, son réseau d'alliés n'est pas aussi puissant qu'à l'époque ; et l'opposition idéologique est en revanche beaucoup plus faible qu'à l'époque. Si l'establishment américain est ouvertement hostile à la Russie, de même que la Douma l'est vis-à-vis des Etats-Unis, il existe des différences d'intérêts mais la Russie n'a pas un système à proposer comme du temps de l'URSS. Reste donc une sourde rivalité russo-américaine, au sein de laquelle les deux acteurs ont intérêt à se montrer « dur » pour plaire aux opinions publiques respectives. Cette rivalité permet à chacun de se rassurer à l'heure où la montée en puissance de la Chine menace la suprématie américaine et marginalise la Russie.

Cette hégémonie des deux blocs n'était en outre pas totale ; en effet, le mouvement des non-alignés est apparu la déclaration de Brioni le 19 juillet 1956. De fait, la fin de la Guerre froide s'est traduite par des modifications géopolitiques majeures en Europe, avec la désagrégation du camp socialiste, menant à la domination du « Consensus de Washington », mélange de privatisation de l'économie, de conditionnalité des bailleurs de fonds internationaux et d'intégration dans les flux économiques internationaux. En Asie, elle n'a pas donné les mêmes effets ; la Corée du Nord et la Corée du Sud n'ont pas été réunifiées comme l'Allemagne.

François Gèré : Après un bref intermède unipolaire faisant suite à la fin de la guerre froide et à la disparition de l'Union soviétique, le monde a retrouvé l'état naturel des relations inter étatiques : une impitoyable compétition entre les puissances. La question fondamentale est de savoir qui, aujourd'hui, peut légitimement prétendre au rang de grande puissance mondiale.

Le slogan de Donald Trump « America first » a conduit à penser à un repli isolationniste. Tout candidat à la présidence met en avant le souci des affaires intérieures et l'amélioration de la situation économique et sociale. Trump n'a pas failli à la règle qui veut que la puissance acquise par les Etats-Unis exige un engagement mondial. Trump cherche à le faire dans les conditions les plus favorables aux intérêts des Etats-Unis ou du moins ce qu'il croit être tel. Il se retire des traités internationaux jugés défavorables : le traité de libre-échange de la zone Pacifique, le traité de Paris sur le changement climatique. Il s'apprête aussi à dénoncer l'accord nucléaire avec l'Iran de 2015. Mais il se déclare prêt à renégocier ces accords. La récente *Nuclear Posture Review* (NPR) réaffirme le soutien et la protection nucléaires aux alliés européens et asiatiques. Mais ils doivent payer plus et acheter du matériel américain.

Les Etats-Unis ne quittent pas l'Afghanistan, réaffirment leur engagement dans la péninsule arabique et leur soutien à Israël. Ils développent une stratégie d'endiguement de l'Iran qui passe par l'établissement d'un système de bases en Irak et en Syrie. Les forces aéronavales et sous-marines américaines dont la supériorité demeure écrasante sont déployées pour contenir les tentatives de Pékin des Philippines au détroit de Malacca.

Dans son récent discours sur l'état de la Russie, Vladimir Poutine a déclaré que son pays était parvenu à contrer efficacement la manœuvre d'endiguement entreprise par les Etats-Unis et leurs alliés. Moscou a certes d'ambitieux projets, en particulier la formation d'une vaste zone économique, commerciale et culturelle eurasiatique susceptible de contrebalancer l'Union européenne à l'Ouest et la Chine à l'Est. Mais la richesse énergétique ne suffit pas à fournir les investissements massifs nécessaires à cette réalisation. La puissance russe demeure limitée, en dépit de ses succès en Syrie. En dehors de l'engagement militaire, elle souffre d'un manque de moyens financiers et commerciaux pour s'implanter durablement et créer de véritables zones d'influence.

Sa stratégie d'influence par la propagande et la désinformation rencontre une opposition résolue des Etats occidentaux. Moscou doit donc se contenter d'attirer dans son orbite « l'étranger proche » : Biélorussie, Moldavie, Abkhazie et Ossétie du Sud et, dans une moindre mesure, l'Arménie. Rien de comparable à ce que fut le bloc soviétique. Le rapprochement avec la Hongrie et la Bulgarie ne compense pas la farouche opposition de la Pologne et des Etats baltes, devenus les fers de lance de l'OTAN.

Le phénomène majeur de la période actuelle est l'accession de la Chine au rang de grande puissance mondiale. Mais elle souffre d'un isolement diplomatique aggravé par une stratégie agressive dans les mers de Chine du sud. Pour remédier à cet inconvénient le gouvernement chinois a lancé depuis 2014 un très ambitieux programme de coopération économique mondiale, baptisé « nouvelles routes de la soie » (*One belt, one road*, OBOR) s'étendant de la côte orientale chinoise jusqu'à l'embouchure du Rhin). Pékin vient d'ouvrir une puissante base à Djibouti mais c'est la première et encore la seule en Afrique. En dépit de liens renforcés avec le Pakistan

et le Myanmar, il n'existe pas de « bloc chinois ».

Quelle est cette nouvelle carte mondiale des zones d'influence ?

□

Philippe Fabry : Dans l'immédiat, l'adversaire de cet axe russo-chinois est bien les Etats-Unis, et à l'échelle mondiale il y a d'un côté le bloc de ceux qui acceptent plus ou moins l'hégémonie américaine (Europe, Asie périphérique, Amérique du Sud) et de l'autre ceux qui la contestent - Chine et Russie, mais aussi quelques acteurs de dimensions inférieures, comme l'Iran, et de plus en plus la Turquie. L'Inde, qui depuis le début des années 2000 rejoignait la plupart des initiatives chinoises au sein des BRICS a récemment changé son fusil d'épaule en réalisant qu'elle était complètement encerclée par son puissant voisin - elle vient de perdre en un mois, et au profit de la Chine, deux alliés stratégiques et historiques : le Népal et les Maldives - et se rapproche considérablement des Etats-Unis.

Il y a ensuite des zones disputées : l'Afrique, le Moyen-Orient et dans une certaine mesure l'Asie centrale.

Florent Parmentier : Nous ne sommes plus dans une logique de bloc, mais d'alliances multiples. La Russie aimerait dominer son ancien espace soviétique, mais son influence est limitée par l'OTAN et les Etats-Unis à l'Ouest et la Chine dans toute l'Asie Centrale. La Russie n'y est plus qu'un acteur parmi d'autres, ce qui la contraint à soutenir des conflits, qui peuvent être apparus en 1991 (Transnistrie, Abkhazie, Ossétie du Sud et Haut-Karabagh) comme ultérieurement (Géorgie en 2008, Ukraine en 2014).

Les Etats-Unis et les Européens voient leur capacité à fixer les règles du jeu économique s'éroder. Ainsi, leur G5 de 1975, devenu par la suite G8 (intégration officielle de la Russie en 1997), puis de nouveau G7 après l'exclusion de la Russie du groupe en 2014, ne parvient plus à édicter des règles. Le mouvement des BRICS (Brésil – Russie – Inde – Chine – Afrique du Sud) est aujourd'hui incontournable au niveau international, regroupant plus du tiers de l'humanité.

De nombreuses alliances sont apparues, avec une reconfiguration parfois difficilement lisible. Restent des points de fixation actuels, comme la relation Russie – Etats-Unis, les « Etats voyous » dont parlent Washington ou encore l'émergence de la Chine, qui se manifeste notamment autour de la mer de Chine méridionale.

Quelles sont les modifications d'alliance les plus notables depuis la dissolution de l'URSS en décembre 1991 ?

Philippe Fabry : Bien sûr, ce qui vient d'abord à l'esprit ce sont tous les pays d'Europe de l'Est qui ont rejoint l'OTAN quelques années après l'effondrement du Pacte de Varsovie, mais il s'agissait plus de vassaux de l'URSS que d'alliés. Toutefois, je suis plutôt enclin à en retenir trois, qui me paraissent très symptomatiques des mutations de l'ordre mondial : le Pakistan, vieil allié américain, qui est aujourd'hui devenu un vassal de la Chine et une pièce maîtresse de son dispositif d'encerclement de l'Inde ; l'Egypte, qui depuis l'arrivée au pouvoir du maréchal Sissi a pratiquement basculé dans le camp russe, après presque cinquante ans d'alliance américaine ; enfin le Vietnam, ancien allié de l'URSS et adversaire ô combien symbolique des Etats-Unis et de la limite de leurs capacités « impériales », devenu aujourd'hui allié de l'Amérique contre la Chine. Ces trois exemples montrent combien les cartes ont été profondément rebattues.

□

On pourrait encore ajouter la Turquie, mais son comportement récent évoque un autre problème qu'un renversement d'alliance : il s'agit de la transformation d'un allié fiable en quasi-adversaire, qui conserve cependant son statut d'allié tout en n'étant guère plus fiable pour son nouvel allié supposé, à savoir la Russie. Aujourd'hui, la Turquie d'Erdogan évoque plutôt l'URSS de Staline dans les années 1930, courtisan ou se laissant courtiser par de nombreux pays, et tentant de tirer avantage des uns ou des autres sans jamais bâtir d'alliance franche - ce qui finit par se payer cher.

Florent Parmentier : Les modifications d'alliance les plus notables ont eu lieu en Europe : l'élargissement de l'OTAN et de l'UE sont une réalité aujourd'hui bien ancrée. En dépit des rapprochements observés entre la Russie et certains membres de l'OTAN, comme la Hongrie ou la Turquie, nul ne peut imaginer à ce jour un départ de l'OTAN ou de l'UE. Le fait de prôner chez soi l'émergence d'une « démocratie illibérale », en Pologne ou en Hongrie, ne signifie pas quitter les institutions actuelles. La présence américaine en Europe est donc pérenne, quand bien même Donald Trump avait pu considérer l'OTAN comme « obsolète ».

L'autre modification d'alliance sensible est le rapprochement entre la Russie et la Chine. D'abord partenaire de l'Union soviétique, la Chine s'en était ensuite éloignée (départ des coopérants soviétiques, puis guerre frontalière sur l'Oussouri en 1969). Entamé durant la période gorbatchévienne, ce rapprochement prend corps en 1996 avec la création du groupe de Shanghai créé en 1996, qui donne naissance ensuite à l'Organisation de la Coopération de Shanghai. D'abord limitée à la Chine et à une partie de l'espace post-soviétique, l'organisation a intégré conjointement l'Inde et le Pakistan en juillet 2015.

François Gèré : L'expansion de l'OTAN après la fin de la guerre froide a conduit l'Alliance atlantique directement sur les frontières de la Russie. A la même époque, les Etats-Unis ont multiplié les alliances avec les Etats de la péninsule arabique après la première guerre d'Irak. En dehors de cela, il s'agit davantage de resserrement des alliances déjà existantes avec le Japon, la Corée du Sud,

Taïwan et l'Australie. Ni la Russie, ni la Chine n'ont été en mesure de créer des systèmes puissants. L'Organisation de coopération de Shanghai, qui regroupe autour de la Russie et de la Chine les Etats d'Asie centrale, ne constitue qu'une association très lâche, visant à promouvoir le commerce et à lutter contre le terrorisme ainsi que les différents trafics, notamment la drogue.

D'autres blocs, de dimension régionale, sont-ils en formation ?

Philippe Fabry : Il y a évidemment le bloc constitué autour de l'Iran par la Syrie, l'Irak, le Hezbollah au Liban et les Houthis au Yémen, qui prospère dans l'ombre de l'axe russo-chinois. En face, on voit se constituer une sorte de bloc des adversaires de l'Iran, au premier rang desquels Israël et l'Arabie saoudite. Il y a peut-être un autre bloc, pro-russe, qui est en cours de constitution en Afrique du Nord, entre l'Egypte et la partie de la Libye sous le contrôle du maréchal Haftar, et qui pourrait peut-être, le cas échéant, s'étendre à l'Algérie. Un bloc « antichinois » pourrait prendre forme en Asie, sous l'égide des Etats-Unis, qui ont déjà réactivé le Quadrilateral Security Dialogue après une dizaine d'années de sommeil, rassemblant les USA, le Japon, l'Australie et l'Inde.

Florent Parmentier : Naturellement, d'autres regroupements sont apparus suite à la fin de la Guerre froide. Le mouvement des non-alignés a dû retrouver une direction, à un moment où un positionnement intermédiaire ne faisait plus sens et ne parvenait plus à masquer des différences d'intérêts et de représentations de l'ordre international. En Amérique du Sud, une tendance bolivarienne est apparue autour de la personnalité de Hugo Chavez – affirmant la volonté de souveraineté des pays sud-américains au détriment des Etats-Unis, à côté du Mercosur. Les pays du Golfe, l'Union africaine, l'ASEAN (Asie du Sud-Est), le groupe de Visegrad (Europe centrale), les routes de la soie (inspirées par la Chine), le « corridor de croissance Asie – Afrique (Inde) ont à des degrés divers poursuivi une démarche plus ou moins forte d'institutionnalisation. L'ère n'est plus aux blocs étanches, mais à des démarches multi-partenariales qui marquent une diversification géopolitique accrue des relations internationales.

François Gèré : Sans avoir d'ambitions mondiales, certains Etats sont tentés par la création de sphères d'influence régionale appuyée sur des idéologies nationalistes ou religieuses. Lors du démantèlement du bloc soviétique la Turquie a espéré venu le moment de la formation d'un espace culturel turc regroupant turcomans, turkmènes, uighours et mongols. Mais outre l'opposition des autres puissances régionales, les moyens ont manqué pour créer les indispensables infrastructures routières et ferroviaires. Il en va de même pour l'Iran qui reste trop faible pour créer un arc chiite puissamment soudé. Il y a certes des implantations ponctuelles en Irak, au Liban et à Bahreïn. L'actuel succès militaire iranien en Syrie crée des espérances de développement de la puissance en direction de la Méditerranée. Mais les obstacles sont trop nombreux et considérables pour que Téhéran puisse prétendre à un hégémonisme.

□